Montréal, le 2 novembre 2020

Par courriel :

Monsieur Christian Dubé

Ministre de la Santé et des Services sociaux

26, boul. Taschereau, bureau 306

La Prairie (Québec) J5R 0R9

Christian.Dube.LAPR@assnat.qc.ca

**Objet : Crise dans le réseau**

Monsieur,

Je fais partie du personnel technique et professionnel en santé et services sociaux affilié à la FSSS-CSN. Aujourd’hui, je tiens à vous signifier que je suis grandement préoccupée par ce qui se passe avec la négociation de nos conditions de travail, qui est entamée depuis l’automne 2019.

Je suis dépassée par votre manque de perspective en ce qui concerne mon travail. Votre gouvernement, dans son dépôt du mois de mai dernier, nous proposait de discuter de certains enjeux à une table de négociation spécifique aux techniciennes et professionnelles du réseau, mais uniquement en lien avec les difficultés vécues dans les centres jeunesse.

J’admets d’emblée que le système de protection de la jeunesse présente des lacunes importantes, nous n’avons aucun doute là-dessus, Monsieur Dubé. Cela dit, les membres du personnel technique et professionnel sont tous aussi importants les uns que les autres! Vous ne réglerez pas les problèmes vécus dans les centres jeunesse si vous n’élargissez pas votre regard sur les services sociaux de première ligne.

Non seulement vous négligez une part importante des services sociaux, mais vous déconsidérez également tous mes collègues qui travaillent en réadaptation (ergothérapeutes, physiothérapeutes, nutritionnistes, etc.), tout comme celles et ceux qui travaillent en radiologie ou en laboratoire, etc., et qui se démènent à offrir des services de qualité dans un réseau en lambeaux. Et là, je ne parle même pas des sommes dérisoires que vous proposez d’injecter de façon prioritaire dans les centres jeunesse!

Ce qui rend cette situation d’autant plus déplorable, c’est que six mois plus tard, les syndicats attendent toujours d’être conviés à une première rencontre autour de cette fameuse table de négociation spécifique pour discuter de la stabilité des équipes de travail de la catégorie 4 ! Mes collègues et moi sommes au front chaque jour, mais votre gouvernement peine à le reconnaître concrètement. Nos négociations piétinent depuis des mois alors que nous proposons pourtant des améliorations réalistes et positives pour l’ensemble de la population. Si votre gouvernement a une réelle volonté de valoriser l’apport essentiel des technicien-nes et professionnel-les en santé et services sociaux, il doit, dès maintenant, donner un coup de barre et réinvestir massivement pour nous donner un peu d’air, diminuer notre surcharge et nous reconnaître à notre juste valeur!

Pourtant votre gouvernement a fait tout le contraire en coupant les budgets de développement de la pratique professionnelle le 30 mars dernier. Nous sommes en pleine pénurie de main-d’œuvre et on a déjà du mal à attirer du personnel qualifié sur le terrain. Ces budgets jouent un rôle important pour valoriser et retenir les gens qui travaillent actuellement dans le réseau. Non seulement le tout a un impact sur le personnel, mais ça se répercute aussi sur l’accessibilité et la qualité des services offerts à la population.

L’heure n’est plus aux beaux discours, il y a urgence d’agir!